

ACTION URGENTE

HONDURAS. DES DÉFENSEUR.E.S DU DROIT À LA TERRE SONT EN DANGER

Rosalina Domínguez, ses quatre fils et deux membres de la communauté de Río Blanco (Intibucá, Honduras) ont de nouveau été menacés les 30 avril et 1^{er} mai 2019. Les membres de la communauté craignent que cela ne signe le début d'une nouvelle vague d'attaques à leur encontre après les précédentes menaces qu'ils ont reçues pour avoir manifesté contre le barrage d'Agua Zarca avec le Conseil civique d'organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH). Amnesty International appelle la ministre des Droits humains à garantir immédiatement la sécurité de Rosalina Domínguez, de sa famille, ainsi que des membres de la communauté de Río Blanco et du COPINH, et à enquêter sur toute attaque contre ces personnes.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

Ministre des droits humains
Karla Eugenia Cueva Aguilar
Ministerio de Derechos Humanos
Contiguo Edificio Rojo y Complejo
Hotelero Plaza San Martín,
Avenida República de Panamá,
Tegucigalpa, Honduras
Courriel : karlacueva144@gmail.com

Madame la Ministre,

Je vous écris pour vous faire part de mon inquiétude face aux menaces récemment formulées contre Rosalina Domínguez, coordonnatrice des finances du Conseil indigène de Río Blanco, ses quatre fils (âgés de 16 à 30 ans) et deux autres membres de sa communauté. Ces personnes ont été menacées de mort verbalement les 30 avril et 1^{er} mai 2019, alors qu'elles se rendaient à leur travail, par un groupe de sept personnes au moins, dont l'une était armée.

Compte tenu des attaques dont cette communauté a déjà fait l'objet, qui ont abouti à l'assassinat de Berta Cáceres, Rosalina Domínguez, le Conseil indigène et le COPINH appellent les autorités honduriennes à enquêter sur ces menaces et à garantir leur sécurité.

Je vous prie instamment de veiller à ce qu'une enquête soit immédiatement ouverte sur ces attaques en vue de traduire en justice les responsables présumés de ces agissements, et à ce que ce que des mesures soient prises pour assurer la protection de Rosalina Domínguez, de ses quatre enfants et des deux autres membres de la communauté de Río Blanco, en accord avec ces personnes.

Veillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de ma haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Les communautés indigènes lencas de Río Blanco, dans le département de Santa Bárbara (ouest du Honduras), manifestent contre un projet de centrale hydroélectrique sur les terres où elles vivent depuis des siècles. Elles dénoncent l'absence de consultation libre, préalable et éclairée sur ce projet. Ces communautés font partie du Conseil civique d'organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH).

Le COPINH se bat depuis plus de 20 ans pour obtenir de meilleures conditions de vie pour la communauté de Río Blanco, dans le nord-ouest du Honduras. Depuis 2011, les membres du COPINH militent en faveur de leur droit de donner leur consentement préalable, libre et éclairé dans le cadre d'un projet de construction de centrale hydroélectrique qui risque les forcer à quitter leurs terres ancestrales. Les membres de l'organisation sont la cible de menaces et de harcèlement depuis des années en raison de leurs activités.

Berta Cáceres, dirigeante et cofondatrice du COPINH, a été abattue le 3 mars à son domicile, dans la ville de La Esperanza (département d'Intibucá, ouest du Honduras). Le 7 mars 2016, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a prononcé de nouvelles mesures conservatoires en faveur de tous les membres du COPINH et de la famille de Berta Cáceres, en raison des risques liés à leurs activités de défense des droits humains, de l'environnement et des ressources naturelles, et de leur vulnérabilité accrue depuis l'assassinat de Berta Cáceres.

Ces trois dernières années, Amnesty International a appelé l'attention sur les nombreuses menaces de mort et autres, les tentatives d'intimidation, les actes de harcèlement et les homicides visant des militantes et des militants au Honduras, un des pays les plus dangereux au monde pour les personnes qui défendent les droits humains.

LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR ENVOYER VOS APPELS AUX DESTINATAIRES : espagnol
Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 13 JUIN 2019.
Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Rosalina Domínguez (elle) ET la communauté de Río Blanco (elle) ET le Conseil civique d'organisations populaires et indigènes du Honduras (COPINH) (il)